

## La pression fiscale sur les entreprises se desserre

« L'étau fiscal se desserre peu à peu sur les entreprises », titre **Le Figaro**, en Une de son cahier Economie, détaillant que les promesses d'allègements de la fiscalité des entreprises durant la campagne présidentielle de 2017 ont été tenues : les entreprises sont de moins en moins accablées par la pression fiscale. Le CICE a été transformé en baisse de charges et une flat tax sur les dividendes a été instaurée. La trajectoire de réduction de l'impôt sur les sociétés, passé de 33,3 % en 2017 à 25 % l'an prochain, se poursuit, moyennant un effort de 11 milliards d'euros pour les caisses publiques, ce qui rapproche la France du niveau des pays de l'OCDE. La baisse massive de 10 milliards d'euros des impôts de production donne également un bol d'air à 600 000 entreprises. Du côté du patronat, tant chez les petites que chez les grandes entreprises, on salue l'engagement tenu, qui est même considéré par certains comme un « tournant structurant » pour l'avenir, mais qui reste toutefois « insuffisant ». Sur les impôts de production, les patrons s'activeraient ardemment pour défendre de nouveaux allègements en la matière auprès des différents candidats à la présidentielle. En effet, même avec l'effort de 10 milliards, la France reste nettement au-dessus de la moyenne européenne. Il reste que, pour que cette tendance baissière de la fiscalité des entreprises se poursuive, les patrons ont parfaitement conscience que le prochain président de la République devra aussi assainir sérieusement les comptes publics. Rien n'est donc gagné, conclut le quotidien. (**Le Figaro**, p.24)

« Les allègements fiscaux profitent d'abord aux entreprises industrielles », titre **Les Echos**, détaillant que la baisse d'impôt sur les sociétés et la réduction de 10 milliards des impôts de production bénéficient plus aux entreprises industrielles, capitalistiques, peu touchées par la crise du Covid. Selon des estimations réalisées l'an passé par Rexecode, la baisse des impôts de production pourrait créer 100 000 emplois d'ici à 2030 et ajouter 0,6 point de PIB. Rexecode préconise d'aller plus loin, de même que l'Afep, et estime que la France conserve un handicap par rapport à l'Allemagne. (**Les Echos**, p.2)

« Nicolas Marques (Molinari) : "Les impôts de production pèsent plus qu'ailleurs" », titre **Le Figaro**, ouvrant ses colonnes au directeur général de l'institut, qui propose une baisse massive de 35 milliards d'euros des impôts de production. Cette baisse « permettrait seulement à la France de revenir dans la moyenne européenne », souligne-t-il. « Les entreprises resteraient toujours plus imposées que dans bon nombre de pays. » « Nous arrêterions au moins de nous tirer des balles dans le pied, martèle-t-il. L'industrie fait partie des secteurs les plus touchés par ces taxes ». « L'allègement massif [de la fiscalité] est une condition nécessaire pour que les entreprises tricolores deviennent réellement plus compétitives », poursuit-il. « La seule baisse de 10 milliards n'est pas structurante et ne changera pas la donne. » « Selon nos simulations, une baisse de 35 milliards d'euros de ces impôts de production serait compensée par un surcroît de recettes en deux ans seulement », estime Nicolas Marques. De plus, « 750 000 emplois seraient créés ». (**Le Figaro**, p.24)

« Les relocalisations sont une fausse bonne idée, selon l'OMC », titre **Les Echos**, qui relaie le rapport annuel de l'Organisation. A ceux qui appellent à la fin de la mondialisation, le gendarme du commerce prône l'inverse. Des politiques publiques visant à garantir la production nationale de produits jugés essentiels nécessiteraient de combiner subventions et protection des importations. Pour l'OMC, ce choix serait coûteux sur le plan budgétaire et aboutirait à des prix à la consommation plus élevés. (**Les Echos**, p.6)